



Montreuil, le 1^{er} septembre 2025

Bayrou-Vautrin abandonnent les médecins, les hospitaliers et les patients pour donner la priorité à la guerre

Montrant une fois de plus le manque de considération envers les organisations syndicales représentatives, c'est par voie de presse que nous apprenons que la ministre Catherine Vautrin a donné des instructions aux directeurs des Agences Régionales de Santé (ARS), les invitant à se préparer pour un possible « engagement majeur » de la France dans un conflit armé d'ici au mois de mars.

« Les hôpitaux civils devront y être prêts à recevoir entre 100 000 et 500 000 hommes sur une période de 10 à 180 jours », « la création de centres médicaux » est envisagée « afin d'accueillir des patients de la zone de combat ».

Sans aucune référence à l'attribution de moyens supplémentaires, la seule voie envisagée est de demander aux soignants de « troquer leur champ opératoire traditionnel contre le champ de bataille quel que soit leur secteur d'exercice » ce qui aura pour conséquence d'aggraver encore les possibilités et conditions de prise en charge des patients.

Il est demandé aux directeurs d'ARS de sensibiliser, dès à présent « la communauté soignante aux contraintes d'un temps de guerre marqué par la raréfaction des ressources ».

La loi de programmation militaire, c'est 413 milliards. Le budget de guerre devrait passer à 100 milliards de 2025 à 2026 puis représenter 5 % du PIB pour atteindre 150 milliards par an. La guerre est une aubaine pour les profits du grand capital. Ces milliards pour la guerre seraient plus qu'utiles pour développer une économie basée sur le progrès social, au service de l'humain.

C'est pourquoi la Fédération CGT de la Santé et de l'Action sociale appelle les salarié-es à construire un mouvement de résistance fort et déterminé pour porter d'autres choix que ceux de la guerre et de la misère. La Fédération CGT de la Santé et de l'Action sociale appelle les salarié-es à s'inscrire dans le mouvement « *bloquons tout* » du 10 septembre et à envisager le développement de la grève à partir de cette date. La convergence des luttes et des revendications pour la justice sociale devra se poursuivre le 18 septembre à l'occasion de l'appel interprofessionnel et intersyndical.

Nous appelons également l'ensemble de la population à nous rejoindre le 9 octobre devant le ministère de la Santé et partout où des actions seront organisées pour exiger les moyens de prendre en charge la santé de la population : ouverture de lits et de places, formations et embauches massives de personnels, augmentations de salaires et reconnaissance de la pénibilité.

Cela implique le retrait pur et simple du projet de budget Bayrou qui prévoit 44 milliards d'économie et le développement d'une volonté politique de s'attaquer à une meilleure répartition des richesses.

Fédération de la Santé et de l'Action Sociale

Responsable Communication - Jérémie Prigent : 06 51 86 19 97 / Case 538 - 263 rue de Paris - 93515 Montreuil CEDEX